

SOCIAL

FO veut se préoccuper davantage des cadres

Le syndicat entend se rapprocher des cadres qui, aujourd'hui, «trinquent énormément». Il manifesterà le 22 mai pour défendre, à nouveau, les services publics.

Dominique Perchet présidait hier sa dernière commission exécutive comme secrétaire départementale de Force ouvrière. Pour cette réunion, le responsable national des cadres, Eric Péres, et le secrétaire confédéral en charge du développement, Frédéric Souillot, ont fait le déplacement à Chaumont. Le premier a sensibilisé les militants haut-marnais sur la nécessité de se rapprocher des cadres. «Leur statut a évolué, explique Dominique Perchet. Aujourd'hui, ils font 50 heures par semaine, pour être payés en-dessous du Smic, si l'on prend en compte le taux horaire. A l'origine, les cadres ne faisaient pas forcément confiance aux syndicats, mais parce qu'ils trinquent énormément, ils reviennent sur terre.» Ce qui explique que FO accueille de plus en plus cette catégorie de salariés qui «sont des travailleurs», rappelle Frédéric Souillot.

«Libre et indépendant»

La commission a également évoqué la mise en place des nouveaux «Comité social et économique» (ex-CHSCT et CE), d'ici au 6 décembre 2018 dans la fonction publique, et au 31 décembre 2019 dans le privé. «Il est important d'anticiper pour éviter un mercato syndical», insiste Frédéric Souillot. Pour lui, il s'agit bien là d'une «révolution» dans le domaine d'instances représentatives du personnel qui «n'ont pas bougé depuis 1982».

Une autre actualité de FO, c'est le départ prochain de Jean-Claude Mailly. «Depuis 2004, il a construit la cohésion de la maison», souligne Frédéric Souillot, qui défend la position nationale du syndicat, «libre et indépen-



Dominique Perchet (à gauche) a présidé sa dernière commission exécutive.

dant», face aux ordonnances. «C'est à l'unanimité que notre commission exécutive a fait le choix de la concertation», rappelle le secrétaire confédéral, même si cela n'a pas été compris par la totalité des militants.

«Les citoyens avec nous !»

En Haute-Marne, si le syndicat tire la sonnette d'alarme sur la situation de l'entreprise Manchin (lire en encadré), FO

met surtout le doigt sur celle des services publics. C'est d'ailleurs pour les défendre qu'une large intersyndicale - l'Unsa et la CFDT l'ont rejoint - manifesterà le 22 mai. «Il faut que les citoyens qui râlent, et ils sont nombreux, viennent avec nous», insiste Dominique Perchet. Du côté des finances publiques, la mobilisation devrait être importante. «Nous avons perdu 100 emplois

depuis huit ans», souligne Rachel Sugneau. «Avec le prélèvement à la source, la suppression de la taxe d'habitation, le passage au privé de la comptabilité des offices de l'habitat et peut-être un jour celle des hôpitaux, ce sont des pans entiers des missions des finances publiques, et donc des emplois, qui disparaissent», alerte la responsable syndicale.

L. F.

FO inquiet pour Manchin SAS

Lors de la conférence de presse, FO a évoqué hier les «difficultés» de l'entreprise chaumontaise Manchin SAS, spécialisée dans la menuiserie métallique. «Elle est en train de supprimer des emplois», alerte Dominique Perchet, qui parle de sept licenciements économiques. La secrétaire départementale se demande également s'il n'y aura pas ensuite «un autre wagon». Contacté, le PDG de cette entreprise de 41 salariés, rachetée à Daniel Manchin il y a deux ans, ne nie pas les

difficultés rencontrées par la société, comme par d'autres du secteur d'activité, parfois «plus importantes». Mais «on fait le maximum pour la redresser», assure le nouveau propriétaire. S'il confirme qu'une «étude de base» portait sur sept licenciements, il ajoute : «Nous nous battons pour faire en sorte pour qu'il y en ait le moins possible. On ne licencie jamais par plaisir, notre objectif c'est de décrocher des marchés pour que tout le monde ait du travail.»